

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 08 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SITREM

64 RUE DE PARIS
93130 NOISY LE SEC

Références :
Code AIOT : 0006506419

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement SITREM implanté 64 RUE DE PARIS 93130 NOISY LE SEC. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la directive IED et de la modernisation des installations, la réglementation des activités du site a été actualisée par l'**arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2022**.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITREM
- 64 RUE DE PARIS 93130 NOISY LE SEC
- Code AIOT : 0006506419
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SITREM exploite depuis le début des années 1970 sur le site de Noisy-le-Sec des activités de traitement de déchets (traitement biologique, traitement physico-chimiques et traitement physique de déchets hydrocarbures).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Autocontrôle
- Arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockages de produits dangereux (additifs et réactifs)	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 1.2.4.6	/	Sans objet
2	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.1	/	Sans objet
3	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.1.1	/	Sans objet
4	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.2	/	Sans objet
5	Chargement des déchets hydrocarburés	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.4	/	Sans objet
6	Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.3	/	Sans objet
7	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.4	/	Sans objet
8	Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 8.2.2.1	/	Sans objet
9	Refus	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 8.2.2.3	/	Sans objet
10	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 9.1.2	/	Sans objet
11	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 9.2.1	/	Sans objet
12	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 9.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a intégré les nouvelles contraintes liées à la directive IED et les travaux d'amélioration des installations se poursuivent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages de produits dangereux (additifs et réactifs)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 1.2.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les principaux produits dangereux stockés dans la halle sont : <ul style="list-style-type: none">-Acide chlorhydrique. Stockage de 3 GRV de 1 m3 dans le stockage « acide » ;-Acide nitrique. Stockage en bidon de 25 l sur rétention ;-Acide phosphorique. Stockage en GRV de 1 m3, sur rétention, dans le stockage « acides » ;-Hypochlorite de Sodium. Stockage en GRV de 1 m3, sur rétention, dans le stockage « bases » ;-Briseur d'émulsion (mélange acide). Stockage en GRV de 1 m3, sur rétention, dans le stockage « acides » ;-Floculant (polymères hydrosolubles). Stockage en GRV de 1 m3,;-Anti mousse. Stockage en GRV de 1 m3, sur rétention, dans le stockage « bases ».
Constats : Les produits dangereux sont stockés sur rétention par catégorie (acides, bases...). La limite de stockage en acide chlorhydrique est respectée. L'exploitant indique par ailleurs que certains produits ne sont plus utilisés et un nouveau produit est stocké avec les produits dangereux : Diplexin Zn-1/MEP. L'exploitant a remis en main propre une copie de la FDS de ce produit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.1
Thème(s) : Autre, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture d'une hauteur minimale de 2m.
Constats : Au niveau de la circulation et du stationnement, compte tenu des travaux en cours les indications sont données par le personnel (le marquage au sol sera refait après les travaux). A terme il est prévu une sortie indépendante de l'entrée près de la halle mais l'exploitant est en attente de l'autorisation de voirie. Au niveau de la clôture, le site est clôturé. Compte tenu de l'hétérogénéité des types de murs présents (bardage, grillage, murs bétons...) la hauteur exacte des murs n'est pas connue partout mais est supérieure ou proche de 2 m. La réfection finale des clôtures est programmée pour 2024. Lors de la visite d'inspection les grillages côté SNCF étaient en cours de réfection par la SNCF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.1.1
Thème(s) : Autre, Gardiennage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage est assuré en dehors des heures de présence du personnel.
Constats : Lors de la visite d'inspection les barrières étaient bloquées en mode ouvert et l'interphone fonctionnait mal (un n° de tel est affiché pour joindre l'accueil). L'exploitant prévoit de remettre en service la barrière d'ici une semaine et précise que par ailleurs il y a un contrôle des entrées via la vidéosurveillance et le personnel présent. Par courriel du 21/11/2022, l'exploitant a confirmé la réparation de la barrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.2.2
Thème(s) : Autre, Locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Un éclairage de sécurité est réalisé afin de permettre une évacuation rapide et sûre des locaux par les occupants. Les locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir prévenir rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.
Constats : L'exploitant indique que l'organisation des stationnements sur le site est réalisée par le personnel avec des zones identifiées pour ne pas gêner la circulation. Après la fin des travaux les véhicules devraient disposer de plus d'espace pour circuler et le marquage au sol sera refait.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Chargement des déchets hydrocarburés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets hydrocarburés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'aire de chargement des déchets hydrocarburés ou valorisables est équipée : -d'un arrêt d'urgence et d'une vanne manuelle permettant d'interrompre le chargement, -d'une extinction à mousse à déclenchement manuel, -d'une rétention déportée avec mesure de niveau interdisant le chargement en cas de dépassement du niveau bas et un siphon coupe-feu sur le point de collecte, Le chargement ne peut être réalisé qu'en présence de l'opérateur de la société SITREM et du chauffeur du camion. Une procédure définie les vérifications à effectuer avant le chargement (check list). Les consignes sont clairement affichées au niveau du poste de chargement. L'opérateur est formé aux opérations de chargement et d'intervention. Les chauffeurs sont formés aux risques liés au transport de matières dangereuses. Il est informé des points à contrôler lors du chargement et des mesures à prendre en cas d'incident. Le protocole de sécurité des opérations de chargement est signé par le chauffeur et présent dans le camion.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été constaté la présence d'un arrêt d'urgence (général) et de la vanne d'arrêt du chargement. La rétention déportée avec clapet coupe-feu est opérationnelle. L'exploitant présente également la check-list de chargement. Le chargement/déchargement n'est possible que quand le véhicule est mis à la terre (sécurité automatique).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de prévention et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et compatibles avec la nature des produits stockés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une détection automatique d'incendie avec alarme sonore et visuelle installée dans les différents bâtiments du site. Un report des alarmes est réalisé en interne sur le site, avec transfert vers un responsable (période d'ouverture) ou un gardien (hors des périodes d'ouverture) via un téléphone portable; • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de systèmes d'évacuation des fumées et de chaleur munis d'un système de déclenchement automatique et manuel au niveau de la halle ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque installation; • de 4 appareils incendie au minimum d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil, permettant de fournir un débit minimal total de 240 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins 2 h et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars ; • d'extincteurs en nombre suffisant répartis dans les bâtiments, à proximité des dégagements, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées et mises en œuvre. En particulier un extincteur de type 21 B (à CO2 par exemple) est placé à proximité de chaque tableau général électrique et à proximité des appareils présentant des dangers d'origine électrique ; • de réserves d'absorbants et de neutralisants en nombre suffisant et adaptées au risque du site sont situées à proximité de chaque issue de bâtiment. Ces produits sont stockés dans des conditions garantissant leur efficacité en cas d'utilisation. Des moyens de mise en oeuvre appropriés sont disponibles pour chaque réserve de produits. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an. L'exploitant s'assure que les moyens d'intervention dont il dispose sur le site sont suffisants et compatibles avec la nature des produits chimiques sur le site, en particulier pour ce qui concerne le stockage de liquides inflammables, d'acide chlorhydrique et de produits toxiques. Des panneaux signalisateurs indiquent au niveau des stockages de produits chimiques, la nature des produits et les moyens spécifiques d'extinction à employer.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique qu'un exercice incendie a été réalisé avec les services d'incendie et de secours (caserne de Bondy) la semaine précédente.</p> <p>L'exercice a permis de tester le déclenchement de l'alarme incendie et l'évacuation (et la détection de fumées) ainsi que le fonctionnement de l'équipe d'intervention (3 personnes).</p> <p>Concernant les produits absorbant, l'inspection signale que lorsque les produits sont stockés en sac fermés, un moyen d'ouvrir rapidement le sac doit également être à disposition du personnel en plus du moyen de dispersion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose pour l'alimentation de ses systèmes d'extinction et de refroidissement de ressource suffisante en eau et en émulseur, et a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'une réserve de 1,2 m3 d'émulseur adapté au risque. -d'une réserve d'eau incendie de 80 m³ <p>Ces réserves sont implantées en dehors des zones à risques thermiques. Deux lieux sont identifiés : 400L situé à l'extrémité de la rétention des cuves de la filière U20 (derrière la cuve T112) et 800L situé au coin Sud-Ouest de la Halle Les moyens d'extinction sont disponibles à tout moment et régulièrement contrôlés et testés.</p> <p>Constats : La réserve d'eau incendie sera mise en place fin 2023. L'échéancier de l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral prévoit que les travaux relatifs à cette réserve d'eau soient terminés au 3^e trimestre 2023.</p> <p>Les réserves d'émulseur dans la halle et à l'extérieur sont en place et l'exploitant s'est assuré de pouvoir alimenter le circuit (becs plongeur, longueur de tuyau etc..) avec l'intégralité des moyens nécessaires. Des exercices seront réalisés à la mise en service du système.</p> <p>Pour le stockage extérieur, la réserve d'émulseur et sa rétention sont bâchés pour les protéger des intempéries.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 8.2.2.1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une procédure conduisant à l'acceptation du déchet comportant les étapes suivantes : • avant d'accepter tout déchet un dossier d'identification est établi</p> <ul style="list-style-type: none"> • une vérification de la compatibilité du déchet avec les procédés de traitement autorisés doit être effectuée (séparation de phase, test de biodégradabilité...), • des tests d'identification et d'acceptabilité sont réalisés à réception, • l'exploitant informe le producteur, au moment de l'acceptation des déchets des procédés de traitement dont il dispose et des destinations finales qu'il donne à ces déchets, et de toute anomalie survenues sur les déchets dans le traitement / valorisation (déchets non conformes, substitution d'une autre filière de traitement...). <p>Constats : Un retour est fait sur l'incident ayant impliqué des PCB.</p> <p>L'exploitant précise que pour certains clients réguliers des certificats d'acceptation annuels sont établis avec une reconduction automatique (sur la base des contrôles effectués sur les livraisons) en particulier lorsqu'il y a regroupement.</p> <p>Suite à l'incident les procédures de contrôle ont été renforcées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 8.2.2.3
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est tenu de refuser tout déchet que ses capacités de stockage ne lui permettent pas d'accueillir, que ses installations ne lui permettent pas de traiter - valoriser ou qui ne peut être traité - valorisé en respectant les conditions du présent arrêté, ainsi que tout déchet pour lequel il n'existe pas de filière aval pour assurer son traitement ou son élimination en sortie du site. Notamment, tout déchet présentant des odeurs décelables susceptibles d'incommoder le voisinage doit être refusé. Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.</p> <p>L'information du producteur du déchet et de l'inspection des installations classées est réalisée via l'application TrackDéchets. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Une fiche d'anomalie est établie à chaque fois que des déchets sont refusés. Cette fiche mentionne l'origine du déchet, le nom du producteur et du transporteur, le motif du refus de la prise en charge sur le site et sa destination. Ces fiches sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les refus d'acceptation sont transmis directement à l'inspection par TrackDéchet. Les déchets refusés repartent systématiquement.</p> <p>L'exploitant signale que certains producteurs demandent un refus pour des déchets qui n'ont pas été livrés car TrackDéchet ne permet pas d'annuler les bordereaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p> <p>Constats : L'exploitant indique que le contrôle de l'efficacité de son autosurveillance est réalisé sur 2 types d'analyses. Pour les analyses réalisées par un laboratoire extérieur, l'exploitant programme dans la mesure du possible (hors inopiné) l'autocontrôle en même temps que l'analyse mensuelle/trimestrielle/semestrielle afin de pouvoir comparer les résultats du laboratoire de contrôle, et de celui qui fait les mesures. Pour les paramètres dont le contrôle est réalisé sur place, l'exploitant compare les résultats de l'autocontrôle avec son autosurveillance. Les prélèvements pour l'autocontrôle et l'autosurveillance sont fait sur le même point mais il y a 2 prélèvements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les différents paramètres à surveiller selon les fréquences minimales sont présentés dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence à la notification de l'arrêté	Fréquence à compter du 10 août 2022
Débit, pH, température	Enregistrés en continu	Enregistrés en continu
DCO	Journalière	Journalière
MES	Journalière	Journalière
DBO5	Mensuelle	Mensuelle
Azote total	Hebdomadaire	Hebdomadaire
Phosphore	Mensuelle	Mensuelle
Teneur en phénol	Journalière	Journalière
AOX	Trimestrielle	Trimestrielle*

Hydrocarbures totaux	Hebdomadaire	Hebdomadaire*
Benzène	Annuelle	Annuelle*
Toluène	Annuelle	Annuelle*
Ethylbenzène	Annuelle	Annuelle*
Xylène	Annuelle	Annuelle*
PFOS	–	Semestrielle
PFOA	–	Semestrielle
Cyanure	Hebdomadaire	Journalière
Cr total	Journalière	Journalière
Cr VI	Hebdomadaire	Journalière
Fer	Journalière	Journalière
Pb	Journalière	Journalière
Cu	Journalière	Journalière
Ni	Journalière	Journalière
Zn	Journalière	Journalière
Mn	Journalière	Journalière
Cd	Journalière	Journalière
Hg	Mensuelle	Mensuelle*
As	Mensuelle	Mensuelle*

* fréquence aménagée sous réserve du respect des conditions listées par les conclusions du BREF WT et l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Constats : L'exploitant a intégré les nouvelles fréquence d'autosurveillance ainsi que les nouvelles VLE (IED et AM du 17 décembre 2019) dans son programme d'autosurveillance.

Pour les fréquences de mesure qui ont bénéficié d'un aménagement au titre de concentrations faibles et/ou stables, la justification du respect de ce critère sera intégrée au bilan annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents paramètres à surveiller selon les fréquences minimales sont présentés dans le tableau suivant : COV Totaux Semestrielle COV NM (non méthaniques) Mensuelle
Constats : L'exploitant a mis en place la captation et le traitement des COV dans la halle selon les fréquences prévues par l'AP. Le flux des 2kg/h n'est pas dépassé (pas de VLE en concentration applicable) mais l'exploitant indique que les émissions sont de l'ordre de 30 mg/m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet